



# Mobilisons nous pour la défense des services publics notre richesse à tous

**L**a Révision Générale des Politiques Publiques dite RGPP, lancée par le gouvernement à grands renforts de publicité est l'outil pour réduire d'une façon drastique les missions publiques : de la santé, de la territoriale et de l'État.

Parmi ces missions celles qui se révèlent les plus " rentables " seront livrées au secteur privé !

Pour justifier la casse du service public, l'argument majeur du gouvernement c'est vouloir réduire par tous les moyens la dette publique.

Les pourfendeurs de nos services publics se gardent pourtant bien d'évoquer certains arguments qui leur sont défavorables comme notamment :

- ✓ **Diminuer la dépense publique n'a aucun effet positif sur la croissance.** En effet, de 1995 à 2006, les dépenses publiques ont régressé de 1,1 point dans le Produit Intérieur Brut (P.I.B) alors que la croissance annuelle moyenne était de 2,2 % !
- ✓ **Pour la CGT, les dépenses publiques ne sont pas des coûts, mais des investissements répondant aux besoins des citoyens et de la nation.**

Quant aux statuts des personnels, le projet de décret de mobilité et de mise en disponibilité d'office des fonctionnaires sous deux ans après suppression de l'emploi exercé, introduit de fait la mobilité forcée et le licenciement des fonctionnaires !

**C'est l'alignement par le bas du statut de la fonction publique !**

**Les arguments avancés par le gouvernement sont fallacieux !**

- ✓ Quels progrès les citoyens ont-ils à attendre des suppressions massives d'emplois qui altéreront, tant la qualité du service rendu que les conditions de travail ?
- ✓ Quelles avancées les personnels retireront-ils d'une précarité accrue et d'une flexibilité poussée jusqu'à l'extrême ?
- ✓ Quelles garanties d'impartialité, de neutralité et de traitements égalitaires (quelque soit ses moyens, son origine, sa religion...) pour l'utilisateur dès lors que les services publics seront inexistantes ?

**La CGT exige :**

- ✓ Un véritable débat démocratique sur la réforme de l'état et de la fonction publique
- ✓ Un emploi public statutaire et qualifié
- ✓ L'amélioration du statut du fonctionnaire
- ✓ Un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie

**Au regard de la gravité de ces attaques,  
l'Union Départementale CGT de la Gironde appelle les salariés  
du public et du privé à se mobiliser massivement  
le 15 mai 2008,  
par des arrêts de travail et en participant à la manifestation  
à 11h 30 place de la République à Bordeaux.**



**Tout est lié :**  
**les emplois, les retraites, les salaires,**  
**les fonctions publiques, les services publics**

**A** lors que les prix des produits de première nécessité explosent, que le pouvoir d'achat s'effondre. Les délocalisations et licenciements dans le secteur privé, les suppressions de postes dans le secteur public, se multiplient.

Depuis quelques semaines gouvernement et patronat multiplient les attaques contre tous les salariés, du public comme du privé, mais également contre les retraités et les demandeurs d'emploi.

**Face à ces attaques multipliées, la mobilisation des salariés s'organise pour faire échec à cette offensive destructrice pour l'emploi et la situation économique du pays.**

Le 10 Octobre 2007, M. Sarkozy, présentant la *Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)* déclarait que " chacun d'entre nous devait accepter qu'il y ait moins de services publics et moins d'État sur le territoire "

Il s'agit de supprimer 35 000 à 40 000 emplois par an dans la Fonction Publique en supprimant et privatisant de nombreux services publics. Avec le rapport Silicani, il s'agit de mettre fin aux dispositions du statut général de la fonction publique.

**La RGPP c'est l'annonce d'un véritable plan social dans la Fonction Publique !**  
**Confirmée par la loi dite de " mobilité " .**

Après les franchises, le gouvernement annonce, pour 2009, une économie supplémentaire de 5 milliards d'€ en ce qui concerne les dépenses de santé : c'est l'asphyxie programmée des budgets hospitaliers, la suppression/restructuration de 9 hôpitaux de notre région (sur les 234 menacés au plan national) alors que les regroupements publics/privé et les partenariats public/privé (PPP) menacent tous les services publics.

Et c'est maintenant l'annonce de l'allongement à 41 annuités pour bénéficier d'une retraite à taux plein

**Cela suffit !**

- ✓ **Pour la défense de tous les services publics et du droit égal d'accès des citoyens sur l'ensemble du territoire :**
  - Non aux fermetures/fusions /restructurations des services de l'état, des hôpitaux publics, des services publics !!!**
  - Maintien, développement et amélioration de notre système éducatif**
- ✓ **Pour la défense du statut de la Fonction Publique et des statuts particuliers : Non à la Révision Générale des Politiques Publiques et aux Partenariats Public/Privé.**
- ✓ **Pour l'annulation de toutes les suppressions de postes**
- ✓ **Pour l'augmentation générale des salaires (en points d'indices pour la FP), des pensions, et des minima sociaux.**
- ✓ **Non à l'allongement de la durée de cotisation,**
- ✓ **Non aux 41 ans**
- ✓ **Abrogation des mesures Balladur et Fillon.**

Depuis plusieurs semaines, l'Éducation Nationale, la Culture, les Ports Autonomes et dans de nombreux autres secteurs de la Fonction Publique, les agents manifestent pour leurs revendications : le gouvernement reste sourd. Nous laisse -t-il aujourd'hui une autre issue que la grève nationale pour obtenir satisfaction ?

**Tous en grève le 15 mai !**

**Les syndicats CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires de la Fonction Publique et Services Publics de la Gironde appellent à la grève et à rassemblement à 11 h 30 place de la République à Bordeaux**